Cose

F

39

.328

no. 68

ARRÊTS DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Des 22 Janvier & 4 Mai 1773.

Le premier ordonne que par le sieur Colleau, Commissaire du Conseil à Valence, le procès sera fait & jugé souverainement, aux auteurs & complices de rébellion & voies de fait commises la nuit du 19 au 20 Octobre précédent, sur le port de Marseille, contre les Employés des fermes, par dix Fraudeurs en tabac, armés: Fait défenses à la Maîtrise des ports de cette ville, où l'affaire avoit été mal-à-propos portée, & à tous autres Juges, d'en connoître; ordonne la remise des charges au greffe de la Commission.

Le second, casse deux arrêts du Parlement d'Aix des 29 mars & 2 avril derniers; le premier desquels, sur l'appel à minima de la sentence du Maître des ports, avoit ordonné la translation des accusés dans les prisons de la Conclergerie; l'autre, postérieur à la signification du premier arrêt du Conseil, avoit fait défenses de distraire la juridiction de cette Cour; sans s'arrêter à ces arrêts, ordonne l'exécution de celui du 22 janvier; fait défenses à toutes ses Cours & autres juges, de connoître des faits y mentionnés, à peine de nullité, cassation de procédures & jugemens, & de tous dépens, dommages & intérêts.

Du 22 Janvier 1773.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

LE ROI étant informé que la nuit du 19 au 20 octobre dernier, les Employés des fermes de la brigade de Marseille, étant sur le port de cette ville, pour veiller aux introductions frauduleuses qu'on pourroit tenter, auroient aperçu une bande d'environ neuf ou dix hommes, dont partie étoit chargée de balots, lesquels étant armés de sabres nus & de pistolets, auroient fait rébellion auxdits Employés, & auroient ensuite, à l'exception de deux qui ont été arrêtés & emprisonnés, pris la fuite, après avoir abandonné un pistolet & quatre

balots qui se sont trouvés contenir du tabac, & peser quatre cents livres; mais que contre les dispositions des arrêts d'établissement de la Commission de Valence, cette affaire ayant été mal-à-propos portée en la Maîtrise des ports de Marseille, Sa Majesté auroit jugé nécessaire de maintenir à cet égard l'attribution donnée à ladite Commission de Valence, des affaires de la nature dont il s'agit, dans l'étendue de son ressort, dont la Provence fait partie. A quoi voulant pourvoir: Oûi le rapport du sieur Abbé Terray, Conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des finances; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne que par le sieur Colleau, Commissaire du Conseil à Valence, le procès sera instruit & jugé souverainement & en dernier ressort, aux auteurs & complices, fauteurs, participes ou adhérens des rébellion, violence & voies de fait mentionnées dans le procès-verbal des Employés des fermes de Marseille, du 20 octobre dernier, circonstances & dépendances, & ce en la forme & manière portée par les arrêts d'établissement de ladite Commission: Fait Sa Majesté défenses aux Officiers de la Maîtrise des ports de ladite ville, & à tous autres Juges, d'en connoître, à peine de nullité, cassation des procédures & jugemens, & de tous dépens, dommages & intérêts. Ordonne en outre Sa Majesté, que les charges, informations & autres procédures commencées pour raison de ce, en ladite Maîtrise des ports de Marseille, ou en quelque autre juridiction que ce soit, seront incessamment remises au greffe de ladite Commission; à ce faire, tous Greffiers & dépositaires contraints, même par corps, quoi faisant, déchargés. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-deux janvier mil sept cent soixante-treize.

Signé MONTEYNARD.

EXTRAIT des Registres du Conseil d'État.

Du 4 Mai 1773.

SUR la requête présentée au Roi, en son Conseil, par Julien Alaterre, adjudicataire général de ses fermes royales-unies; Contenant, que par arrêt du Conseil rendu du propre mouvement

le 22 janvier dernier, Sa Majesté auroit évoqué à Elle & à son Conseil, la procédure qui s'instruisoit en la Maîtrise des ports de Marseille, contre les nommés Sparpaillat, Fousque, Escolles & autres accusés de fraude en tabac, & d'avoir, la nuit du 19 au 20 octobre précédent, fait rébellion aux Employés; & icelle procédure auroit renvoyée, avec toutes ses circonstances & dépendances, en la Commission du Conseil établie à Valence: Que lorsqu'il a été question de faire signifier cet arrêt, jugement définitif étoit intervenu en la Maîtrise des ports, qui condamnoit par contumace Sparpaillat à être pendu, ses biens confisqués, sur iceux préalablement pris deux mille livres pour dommages-intérêts, au profit du suppliant; & quant à Fousque & Escolles, détenus prisonniers, les mettoit hors de Cour & de procès, sans dépens ni dommages & intérêts; que le Procureur du Roi de ladite juridiction en avoit même appelé à *minima*: Qu'enfin sur le pourvoi de Fousque & Escolles au Parlement d'Aix, un arrêt de cette Cour du 29 mars, avoit déjà ordonné leur translation dans les prisons de la Conciergerie, & l'envoi des grosses à son greffe: Que ledit arrêt du Conseil ayant été signifié au greffe de ladite Maîtrise des ports, & les préposés du suppliant en ayant excipé, pour ne pas satisfaire à l'arrêt obtenu par Fousque & Escolles; d'un côté, ces accusés ont été transférés en la Conciergerie à Aix, de l'ordre du sieur Procureur général; de l'autre, par un nouvel arrêt du même Parlement du 2 avril suivant, il a été fait inhibitions & défenses, tant au suppliant qu'à ses préposés, de distraire la juridiction de la Cour, à peine d'amende, dépens, dommages & intérêts, & d'en être informé: Que par suite de ces défenses, aucun Huissier n'a voulu signifier, tant au greffe du Parlement qu'au sieur Procureur général, ledit arrêt du Conseil; & comme ces obstacles à son exécution, en même temps qu'ils compromettent l'autorité de Sa Majesté, sont préjudiciables au suppliant, requéroit à ces causes, qu'il plût à Sa Majesté sur ce lui pourvoir. Vu ladite requête, l'arrêt du Conseil susdaté, & les deux arrêts du Parlement d'Aix: Oûi le rapport du sieur Abbé Terray, Conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des finances; **LE ROI EN SON CONSEIL**, ayant égard à la requête du suppliant, a cassé & annullé lesdits arrêts du Parlement d'Aix des 29 mars & 2 avril derniers, & tout ce qui s'en est ensuivi ou pourroit s'ensuivre; ordonne que l'arrêt de son Conseil du 22 janvier précédent, sera

exécuté selon sa forme & teneur; fait en conséquence défenses à toutes ses Cours & autres Juges, de connoître des faits mentionnés audit arrêt, à peine de nullité, cassation de procédures & jugemens, & de tous dépens, dommages & intérêts: Et sera le présent arrêt exécuté, nonobstant oppositions ou autres empêchemens généralement quelconques, pour lesquels ne sera différé, & dont, si aucuns interviennent, Sa Majesté se réserve & à son Conseil, la connoissance, l'interdisant à toutes ses autres Cours & Juges. FAIT au Conseil d'État du Roi, tenu à Versailles le quatre mai mil sept cent soixante-treize. Collationné. *Signé* DEVOUGNY.

L OUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, Comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes: Au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, nous te mandons & commandons que l'arrêt dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, cejourd'hui rendu en notre Conseil d'État, sur la requête à nous présentée en icelui par Julien Alaterre, adjudicataire général de nos Fermes-unies, tu signifies à tous qu'il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore; & fais en outre pour son entière exécution, à la requête dudit Alaterre, tous commandemens, sommations & défenses y contenues, sous les peines y portées, & autres actes & exploits nécessaires, sans autre permission: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à Versailles le quatrième jour de mai, l'an de grâce mil sept cent soixante-treize, & de notre règne le cinquante-huitième. Par le Roi, Comte de Provence, en son Conseil. *Signé* DEVOUGNY. Et scellé.

Collationné aux originaux par nous Écuyer, Conseiller-Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France & de ses finances.

038-

110